

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.147/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 15 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur l'avant-projet de loi "portant assentiment aux actes internationaux suivants :

- 1° l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, les Gouvernements d'États membres de l'Agence Spatiale Européenne, le Gouvernement du Japon et le Gouvernement du Canada relatif à la coopération en matière de conception détaillée, de développement, d'exploitation et d'utilisation de la Station spatiale civile habitée en permanence, et l'Annexe, faits à Washington D.C. le 29 septembre 1988;
- 2° l'Accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la Station spatiale internationale civile, et l'Annexe, faits à Washington D.C. le 29 janvier 1998",

a donné le 16 mars 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations préalables

1. La section de législation a épuisé sa compétence d'avis en ce qui concerne l'assentiment à l'Accord (1988) sur un avant-projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, les Gouvernements d'États membres de l'Agence Spatiale Européenne, le Gouvernement du Japon et le Gouvernement du Canada relatif à la coopération en matière de conception détaillée, de développement, d'exploitation et d'utilisation de la Station spatiale civile habitée en permanence, et de l'Annexe, faits à Washington, D.C., le 29 septembre 1988 ⁽¹⁾, ci-après "l'Accord de 1988".

Toutefois, selon l'exposé des motifs,

"La Belgique a signé le nouvel Accord en même temps que les autres Parties, le 29 janvier 1998, à Washington. Elle n'a pas signé l'Arrangement pour son application provisoire, à l'instar de l'Italie et de la France, en raison des nouvelles dispositions constitutionnelles relatives à l'approbation des traités.

Bien que l'Accord de 1998 prévoie que son entrée en vigueur entraînerait la caducité de l'Accord de 1988, et qu'il soit pour l'essentiel identique à ce dernier, il est jugé nécessaire de les présenter tous deux à l'approbation parlementaire. Il convient en effet que l'État couvre ainsi les activités de l'ASE déjà réalisées dans le cadre notamment de l'Arrangement de 1988 pour l'application provisoire de l'Accord, qui avait été, lui, signé par la Belgique" ⁽²⁾

⁽¹⁾ Voir l'avis 20.933/9, donné le 10 juillet 1991.

⁽²⁾ Selon le fonctionnaire délégué, "après consultation du Service juridique de l'Agence spatiale européenne, (...) la Belgique n'a signé aucun des deux arrangements pour l'application provisoire des Accords de 1988 et 1998".

En vertu de l'article 25, § 4, de l'Accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la Station spatiale internationale civile, fait à Washington, D.C., le 29 janvier 1998, "dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord de 1988 deviendra caduc".

L'Accord de 1998 est entré en vigueur le 27 mars 2001 ⁽³⁾ de sorte que l'Accord de 1988 est devenu caduc à cette date. L'assentiment à cet Accord de 1988 serait ainsi dépourvu d'effet au plan international, cet Accord ayant cessé d'exister. Il n'y a donc plus lieu de procurer assentiment à cet Accord de 1988.

Si le Gouvernement entend couvrir les effets qu'aurait produits la signature de l'Arrangement relatif à l'application de l'Accord intergouvernemental sur la station spatiale en attendant l'entrée en vigueur de celui-ci, fait à Washington, le 29 septembre 1988, il lui appartient d'abord d'éclairer les chambres législatives sur la nature et l'importance, notamment budgétaire, de ces effets. Il convient ensuite, dans ce seul but, d'insérer une disposition distincte, qui remplacera l'article 2 de l'avant-projet, ayant cet objet, qui diffère en droit d'un assentiment à un traité international.

2.1. Selon l'article 27 de l'Accord de 1998,

"Le présent Accord, y compris son Annexe, peut être modifié par accord écrit des Gouvernements des États partenaires pour lesquels il est entré en vigueur. Les modifications apportées au présent Accord, excepté celles qui sont apportées exclusivement à l'Annexe, sont soumises à ratification, acceptation, approbation ou adhésion par ces États conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les modifications apportées exclusivement à l'Annexe nécessitent uniquement l'accord écrit des Gouvernements des États partenaires pour lesquels le présent Accord sera entré en vigueur".

⁽³⁾ Rapport n° 405 (2003-2004) de M. André ROUVIÈRE, fait au nom de la commission des affaires étrangères, déposé le 7 juillet 2004 (<http://www.senat.fr/rap/103-405/103.405.html>) (9/03/2005).

En ce qui concerne les modifications qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe, ces dispositions mettent donc en oeuvre une procédure qui peut aboutir à ce que la Belgique soit liée par des modifications sans que les assemblées législatives y aient donné leur assentiment.

2.2. Il peut être admis que, dans certaines conditions, les assemblées législatives fédérales peuvent donner leur assentiment préalable à une convention ou à une modification à celle-ci ⁽⁴⁾.

Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, § 2, de la Constitution, il faut néanmoins que les assemblées législatives fédérales connaissent les limites dans lesquelles il est donné ⁽⁵⁾.

L'Annexe a pour objet d'énumérer succinctement les éléments de la station spatiale à fournir par les partenaires. En l'espèce, une modification de cette Annexe n'a pas d'effet direct pour la Belgique puisque les Gouvernements européens ne sont concernés que par l'intermédiaire de l'Agence spatiale européenne, dont la Belgique est membre, et qui est régie par un cadre juridique distinct. On peut considérer que l'habilitation donnée au Gouvernement de marquer son accord sur des modifications à apporter exclusivement à l'Annexe, présente un caractère technique et limité et que celle-ci est admissible.

Dans ces conditions, les assemblées législatives fédérales pourraient être invitées à donner leur assentiment préalable à ces amendements ultérieurs.

⁽⁴⁾ Cass., 19 mars 1981, Pas., 1981, I, n° 417; J.T., 1982, pp. 565-567 et la note de J. VERHOEVEN.

⁽⁵⁾ Voir l'avis 37.900/VR, donné le 25 janvier 2005 par les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'Etat sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000" et les nombreuses références citées.

Si l'intention des auteurs du projet est d'obtenir un assentiment aux modifications futures qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe, il y a lieu de compléter l'avant-projet par une disposition nouvelle rédigée comme suit :

"Les modifications apportées exclusivement à l'Annexe à l'Accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la Station spatiale internationale civile, fait à Washington, D.C., le 29 janvier 1998, qui seront adoptées en application de l'article 27 de l'Accord, sortiront leur plein et entier effet".

2.3. Les observations qui précèdent n'enlèvent rien au fait qu'en application de l'article 27 de l'Accord de 1998, il est possible que l'Annexe fasse l'objet de modifications sur lesquelles, le cas échéant, les assemblées législatives fédérales ne peuvent marquer leur accord.

Afin de permettre aux assemblées législatives fédérales de notifier au Gouvernement qu'il n'approuve pas des modifications données qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui prévoit l'obligation pour le Gouvernement de leur communiquer, dans un délai déterminé, les modifications qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe selon la procédure prévue à l'article 27 précité, ce qui permettra au Gouvernement de prendre attitude quant à l'accord éventuel sur ces modifications.

2.4. L'assentiment anticipé aux modifications qui seraient apportées exclusivement à l'Annexe selon la procédure examinée, qui résulterait de l'avant-projet, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui découle de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces modifications pour qu'elles produisent leurs effets en droit interne.

L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge ⁽⁶⁾.

L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objection si l'Accord de 1998, qui sera publié au Moniteur belge, avait lui-même prévu les formes dans lesquelles ces modifications seront publiées ⁽⁷⁾.

En conséquence, il y aura lieu de publier au Moniteur belge les dispositions des modifications futures à l'Annexe.

Observation particulière

Il n'y a pas lieu de porter assentiment à l'Annexe à laquelle plusieurs dispositions font expressément référence.

Ces mots seront omis de l'intitulé et de l'article 3 de l'avant-projet.

⁽⁶⁾ Cass., 11 décembre 1953, Pas., 1954, I, p. 298; 19 mars 1981, précité.

⁽⁷⁾ Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. HAUBERT et C. DEBROUX, "L'application du droit international par le juge administratif", A.P.T., 1998, p. 95).

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.147/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 februari 2005 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met volgende internationale akten :

- 1° de Overeenkomst tussen de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, de Regeringen van de Lidstaten van het Europees Ruimte-Agentschap, de Regering van Japan en de Regering van Canada inzake samenwerking op het gebied van het gedetailleerde ontwerp, de ontwikkeling, de exploitatie en het gebruik van het permanent bemande civiele ruimtestation, en de Bijlage, gedaan te Washington D.C. op 29 september 1988;
- 2° het Verdrag tussen de Regering van Canada, de Regeringen van de Lidstaten van het Europees Ruimte-Agentschap, de Regering van Japan, de Regering van de Russische Federatie en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika inzake de samenwerking op het gebied van het civiele internationale ruimtestation, en de Bijlage, gedaan te Washington D.C. op 29 januari 1998",

heeft op 16 maart 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

1. De afdeling wetgeving heeft haar adviesbevoegdheid wat betreft de instemming met de Overeenkomst (1988) uitgeput met haar advies over een voorontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, de Regeringen van de Lidstaten van het Europees Ruimte-Agentschap, de Regering van Japan en de Regering van Canada inzake samenwerking op het gebied van het gedetailleerde ontwerp, de ontwikkeling, de exploitatie en het gebruik van het permanent bemande civiele ruimtestation, en van de bijlage, opgemaakt te Washington D.C. op 29 september 1988 ⁽¹⁾, hierna het "Akkoord van 1988" genoemd.

In de memorie van toelichting staat evenwel het volgende :

"België heeft op 29 januari 1998 in Washington de nieuwe Overeenkomst terzelfder tijd met de andere Partijen ondertekend. De Regeling voor de voorlopige toepassing ervan heeft België niet ondertekend, net zoals Italië en Frankrijk, gelet op de nieuwe constitutionele bepalingen betreffende de goedkeuring van verdragen.

Hoewel in de Overeenkomst van 1998 vastgelegd is dat bij de inwerkingtreding ervan de Overeenkomst van 1988 nietig wordt en zij in hoofdzaak identiek is aan die laatste, wordt het noodzakelijk geacht beide aan de goedkeuring van het Parlement voor te leggen. Het is immers raadzaam dat de Staat alzo de ESA-activiteiten dekt die al zijn gerealiseerd, met name in het kader van de Regeling van 1988 met betrekking tot de voorlopige toepassing van de Overeenkomst die door België was ondertekend" ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Zie advies 20.933/9, uitgebracht op 10 juli 1991.

⁽²⁾ De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende verklaard : "après consultation du Service juridique de l'Agence spatiale européenne, (...) la Belgique n'a signé aucun des deux arrangements pour l'application provisoire des Accords de 1988 en 1998".

Krachtens artikel 25, § 4, van het Verdrag tussen de Regering van Canada, de Regeringen van de Lidstaten van het Europees Ruimte-Agentschap, de Regering van Japan, de Regering van de Russische Federatie en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika inzake de samenwerking op het gebied van het civiele internationale ruimtestation, gedaan te Washington D.C. op 29 januari 1998, "houdt de Overeenkomst van 1988 (bij de inwerkingtreding van dit Verdrag) op van kracht te zijn".

Het Verdrag van 1998 is op 27 maart 2001 ⁽³⁾ in werking getreden, zodat de Overeenkomst van 1988 op die datum opgehouden is van kracht te zijn. De instemming met die Overeenkomst van 1988 zou aldus op internationaal vlak geen gevolgen hebben, aangezien die Overeenkomst niet meer bestaat. Er is dus geen reden meer om in te stemmen met die Overeenkomst van 1988.

Indien de Regering de gevolgen wil dekken die voortgevloeid zouden zijn uit de ondertekening van de Regeling betreffende de toepassing van de intergouvernementele overeenkomst inzake het ruimtestation in afwachting van de inwerkingtreding van die overeenkomst, welke Regeling opgemaakt is te Washington D.C., op 29 september 1988, dient ze eerst de wetgevende kamers te informeren over de aard en de omvang van die gevolgen, inzonderheid op het vlak van de begroting. Vervolgens dient, louter met dat doel, een afzonderlijke bepaling ingevoegd te worden, die in de plaats zal komen van artikel 2 van het voorontwerp, en die die strekking heeft, die rechtens verschilt van een instemming met een internationaal verdrag.

2.1. Artikel 27 van het Verdrag van 1998 bepaalt het volgende :

"Dit Verdrag, met inbegrip van de Bijlage daarbij, kan worden gewijzigd door een schriftelijke overeenkomst van de Regeringen van de Deelnemende Staten ten aanzien waarvan dit Verdrag in werking is getreden. Wijzigingen van dit Verdrag, behalve die welke uitsluitend betrekking hebben op de Bijlage, behoeven de bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding door deze Staten in overeenstemming met hun respectieve constitutionele procedures. Voor wijzigingen die uitsluitend betrekking hebben op de Bijlage volstaat een schriftelijke overeenkomst van de Regeringen van de Deelnemende Staten voor welke dit Verdrag in werking is getreden."

⁽³⁾ Verslag nr. 405 (2003-2004) van de heer André ROUVIÈRE, namens de commissie Buitenlandse Zaken, ingediend op 7 juli 2004 (<http://www.senat.fr/rap/103-405/103-405.html>) (9/3/2005).

Voor de wijzigingen die enkel in de Bijlage worden aangebracht, wordt bij die bepalingen bijgevolg een procedure ingevoerd die ertoe kan leiden dat België door wijzigingen gebonden is zonder dat de wetgevende vergaderingen daarmee hebben ingestemd.

2.2. Er kan worden aangenomen dat de federale wetgevende vergaderingen onder bepaalde voorwaarden vooraf hun instemming met een verdrag, of met een amendement erop, kunnen verlenen ⁽⁴⁾.

Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar is met artikel 167, § 2, van de Grondwet, is wel vereist dat de federale wetgevende vergaderingen weten binnen welke grenzen ze wordt verleend ⁽⁵⁾.

De Bijlage strekt ertoe in het kort een opsomming te geven van de onderdelen van het ruimtestation die door de partners geleverd moeten worden. In casu heeft een wijziging van die Bijlage geen rechtstreekse gevolgen voor België aangezien de Europese regeringen enkel bij het project betrokken zijn via het Europese Ruimteagentschap, waarvan België lid is, en dat onder een afzonderlijk juridisch kader valt. Er kan van worden uitgegaan dat de aan de regering verleende machtiging om in te stemmen met wijzigingen die uitsluitend in de Bijlage worden aangebracht, van technische en beperkte aard is en aanvaardbaar is.

In die context zouden de federale wetgevende vergaderingen verzocht kunnen worden vooraf hun instemming te verlenen met die latere wijzigingen.

⁽⁴⁾ Cass., 19 maart 1981, Arr. Cass. 1980-1981, blz. 808; J.T., 1982, blz. 565-567 en noot van J. VERHOEVEN.

⁽⁵⁾ Zie advies 37.900/VR dat de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 25 januari 2005 hebben gegeven over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000" en de talrijke aangehaalde verwijzingen.

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp instemming te verkrijgen met de latere wijzigingen die uitsluitend in de Bijlage zouden worden aangebracht, dient het voorontwerp met een nieuwe bepaling te worden aangevuld, die luidt als volgt :

"De wijzigingen die uitsluitend worden aangebracht in de Bijlage bij het Verdrag tussen de Regering van Canada, de Regeringen van de Lid-Staten van het Europees Ruimte-Agentschap, de Regering van Japan, de Regering van de Russische Federatie en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika inzake de samenwerking op het gebied van het civiele internationale ruimtestation, en de Bijlage, gedaan te Washington D.C., op 29 januari 1998, en die goedgekeurd worden met toepassing van artikel 27 van het verdrag, zullen volkomen gevolg hebben".

2.3. De voorgaande opmerkingen doen niets af aan het feit dat het met toepassing van artikel 27 van het Verdrag van 1998 mogelijk is dat in de Bijlage wijzigingen worden aangebracht waarmee de federale wetgevende vergaderingen in voorkomend geval niet hun instemming kunnen betuigen.

Opdat de federale wetgevende vergaderingen aan de Regering kunnen meedelen dat ze bepaalde wijzigingen die uitsluitend in de Bijlage zouden zijn aangebracht niet goedkeuren, zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat de Regering alle wijzigingen die, volgens de procedure bepaald in het genoemde artikel 27, uitsluitend in de bijlage zouden zijn aangebracht, binnen een gestelde termijn aan de wetgevende kamers moet meedelen, wat de Regering de mogelijkheid zal bieden om een standpunt omtrent een eventuele instemming met die wijzigingen in te nemen.

2.4. De voorafgaande instemming met de wijzigingen die, volgens de onderzochte procedure, uitsluitend in de Bijlage zouden worden aangebracht - een instemming die uit het voorontwerp zou volgen - houdt evenwel geen afwijking in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die wijzigingen in het Belgisch Staatsblad bekend te maken opdat ze in het intern recht gevolg hebben.

.../...

Krachtens artikel 190 van de Grondwet is alleen de wetgever bevoegd om te bepalen in welke vorm wetten en verordeningen bekendgemaakt moeten worden willen ze verbindend zijn. Volgens het Hof van Cassatie is die bepaling van de Grondwet van overeenkomstige toepassing op internationale akten. Het Hof van Cassatie heeft immers geoordeeld dat Verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt ⁽⁶⁾.

Dat de wijzigingen niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien in het Verdrag van 1998 zelf, dat in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt, zou zijn bepaald in welke vorm die wijzigingen zullen worden bekendgemaakt ⁽⁷⁾.

Bijgevolg moeten de bepalingen van de toekomstige wijzigingen in de Bijlage in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

Bijzondere opmerking

Er is geen reden om in te stemmen met de Bijlage waarnaar in verscheidene bepalingen uitdrukkelijk wordt verwezen.

Die woorden moeten vervallen in het opschrift en in artikel 3 van het voorontwerp.

⁽⁶⁾ Cassatie, 11 december 1953, Arr. Verbr. 1954, blz. 252-253; voormeld arrest d.d. 19 maart 1981.

⁽⁷⁾ De regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen in het interne recht immers verbindend worden gemaakt door bekendmaking ervan in het officiële bericht of publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, door de uitwerking van bepalingen uit de verdragen die daarop betrekking hebben (B. HAUBERT en C. DEBROUX, "L'application du droit international par le juge administratif", APT, 1998, blz. 95).

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS